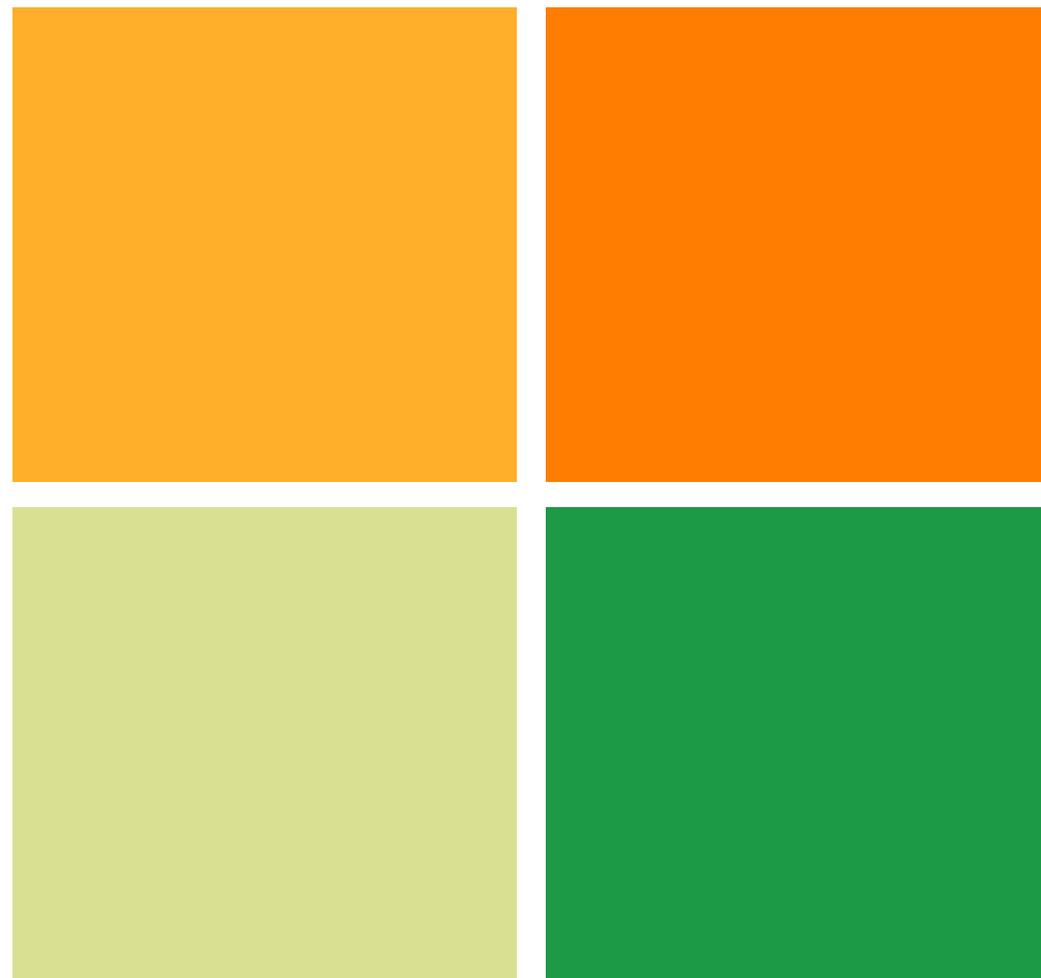




LE TOUVET
G R E S I V A U D A N



Débat d'orientations budgétaires

Année 2017

Sommaire

- 1. Rappel des réformes engagées depuis 2010 et évolutions à venir**
- 2. Contexte national et conséquences de la loi de finances 2017 sur les collectivités locales**
 - 1.1 Maîtrise de la dépense publique**
 - 1.2 Des collectivités territoriales moins impactées**
- 3. Situation financière de la commune**
 - 3.1 Données chiffrées de la commune**
 - 3.2 Évaluation de la situation financière de la commune**
- 4. Prévisions budgétaires**
 - 3.1 Évolution de la section de fonctionnement**
 - 3.2 Projets d'investissement en 2017 et 2018**

Rappel des réformes depuis 2010

Volet financier et fiscal

Volet institutionnel



- 2010 Réforme de la TP
- 2011-2013 Gel des dotations de l'Etat
- 2012 Institution du FPIC
Refonte des indicateurs de potentiel fiscal et d'effort fiscal avec impacts sur les dotations de péréquation
- 2014 Baisse des concours financiers de l'Etat de 1,5 Mds €
- 2015 Réduction des concours financiers de l'Etat : -11 Mds € sur 3 ans (2015-2017)
- 2016 Refonte de l'architecture de la DGF envisagée
- 2017 Report de la réforme de la DGF
Allègement de la contribution au redressement des finances publiques du bloc communal
Intégration de nouvelles variables d'ajustement
Le FPIC est maintenu à 1Md €

- Mise en œuvre des SDCI suite à la loi RCT de 2010
- Mise en œuvre des schémas de mutualisation
- Incitations à la création de communes nouvelles

- Loi Maptam
- Mise en place des métropoles
- Mise en œuvre de la deuxième vague de SDCI
- Transferts de compétences

Paysage institutionnel

Des évolutions imposées ou proposées

Commune



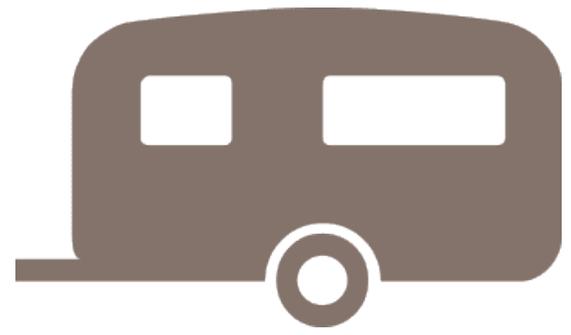
Intercommunalité

1^{er} janvier 2017

1^{er} janvier 2018 (2020 dans la loi)

Aire d'accueil des gens du voyage

Tourisme



Zones d'activités



Alimentation en eau potable

Assainissement non collectif

Assainissement collectif

Milieu aquatique Gemapi



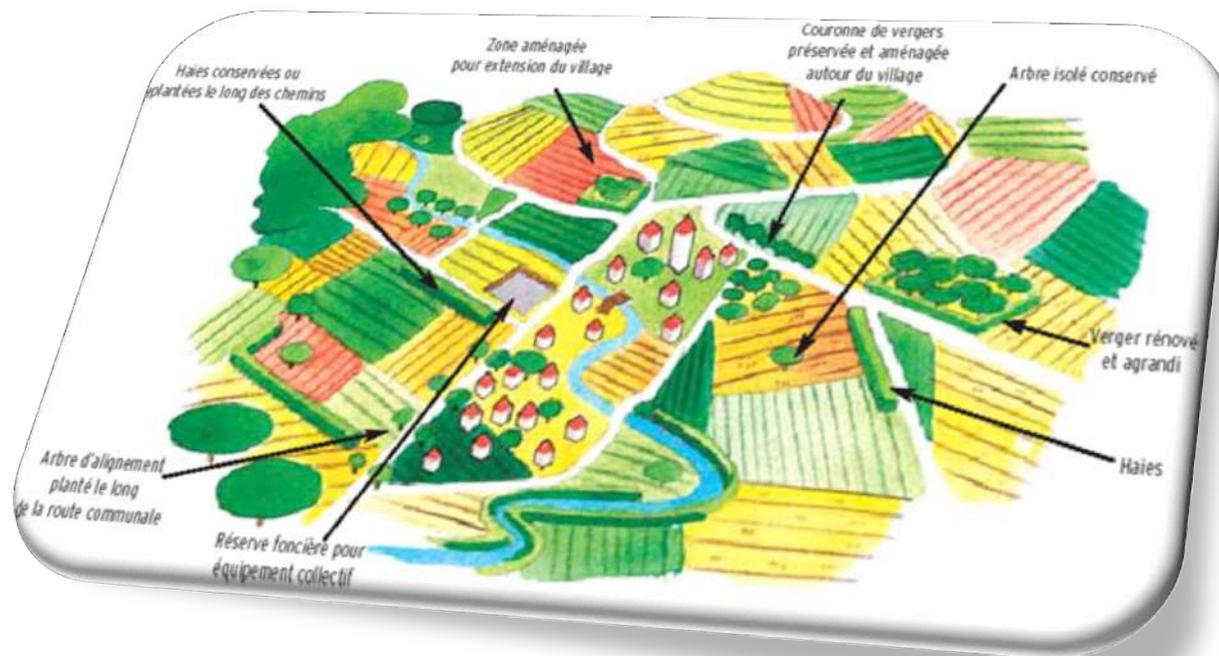
Paysage institutionnel

Des évolutions imposées ou proposées

- La redéfinition de l'intérêt communautaire petite enfance (crèches, multi accueil, ram), centres de loisirs, bibliothèques



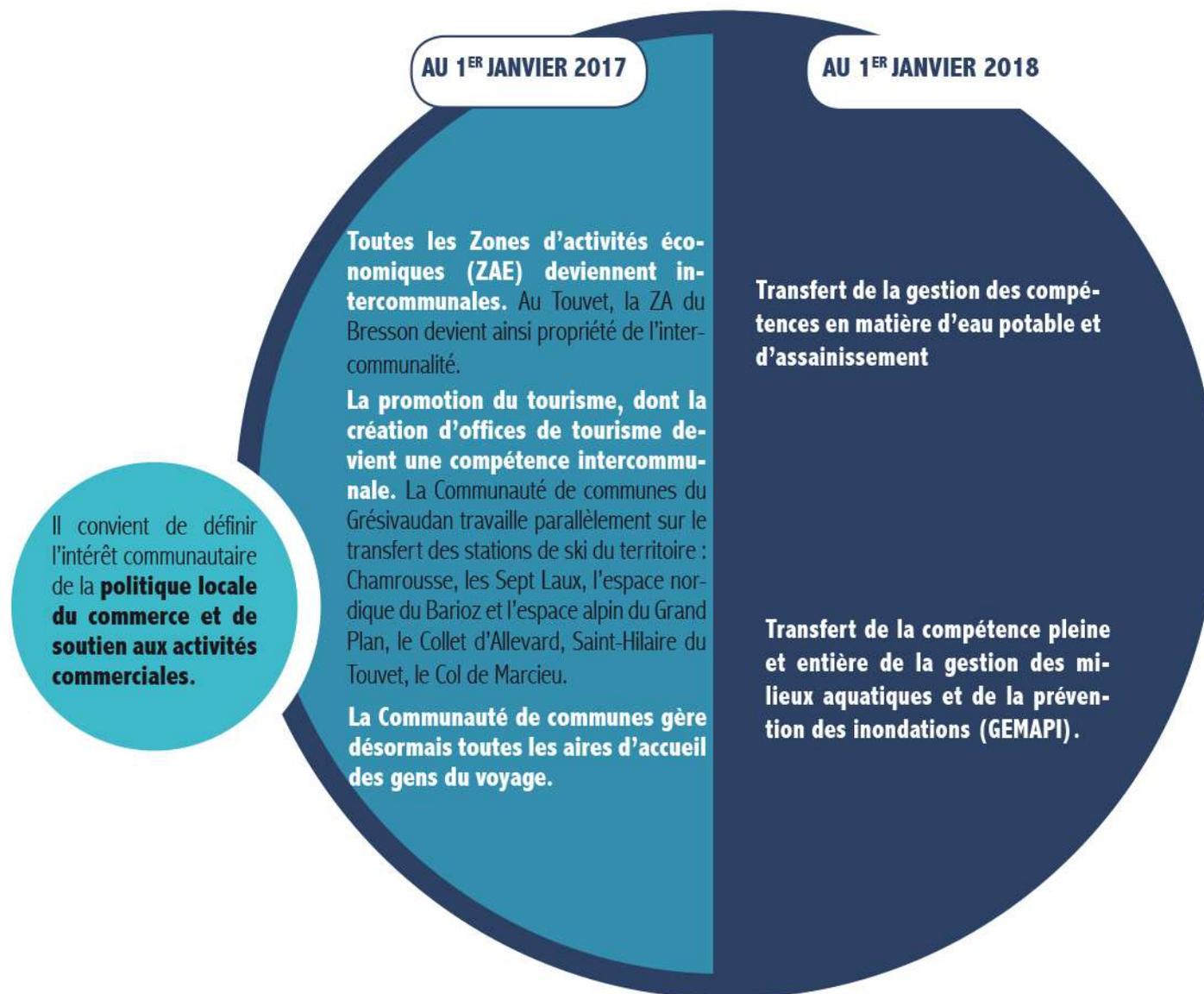
- Vers un PLUI ?



- Communes membres CCPG : quel pacte financier à l'horizon 2020 ?

Paysage institutionnel

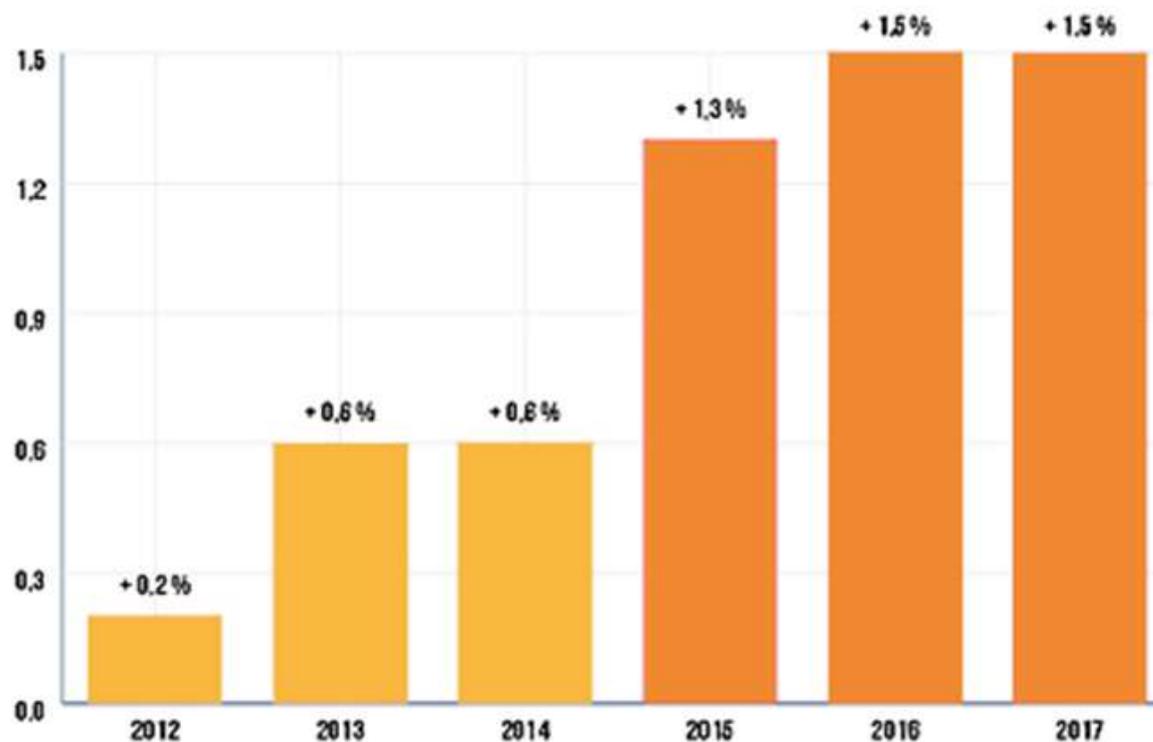
Des évolutions imposées ou proposées



Le contexte national

DES HYPOTHÈSES DE CROISSANCE CONFIRMÉES

#PLF2017



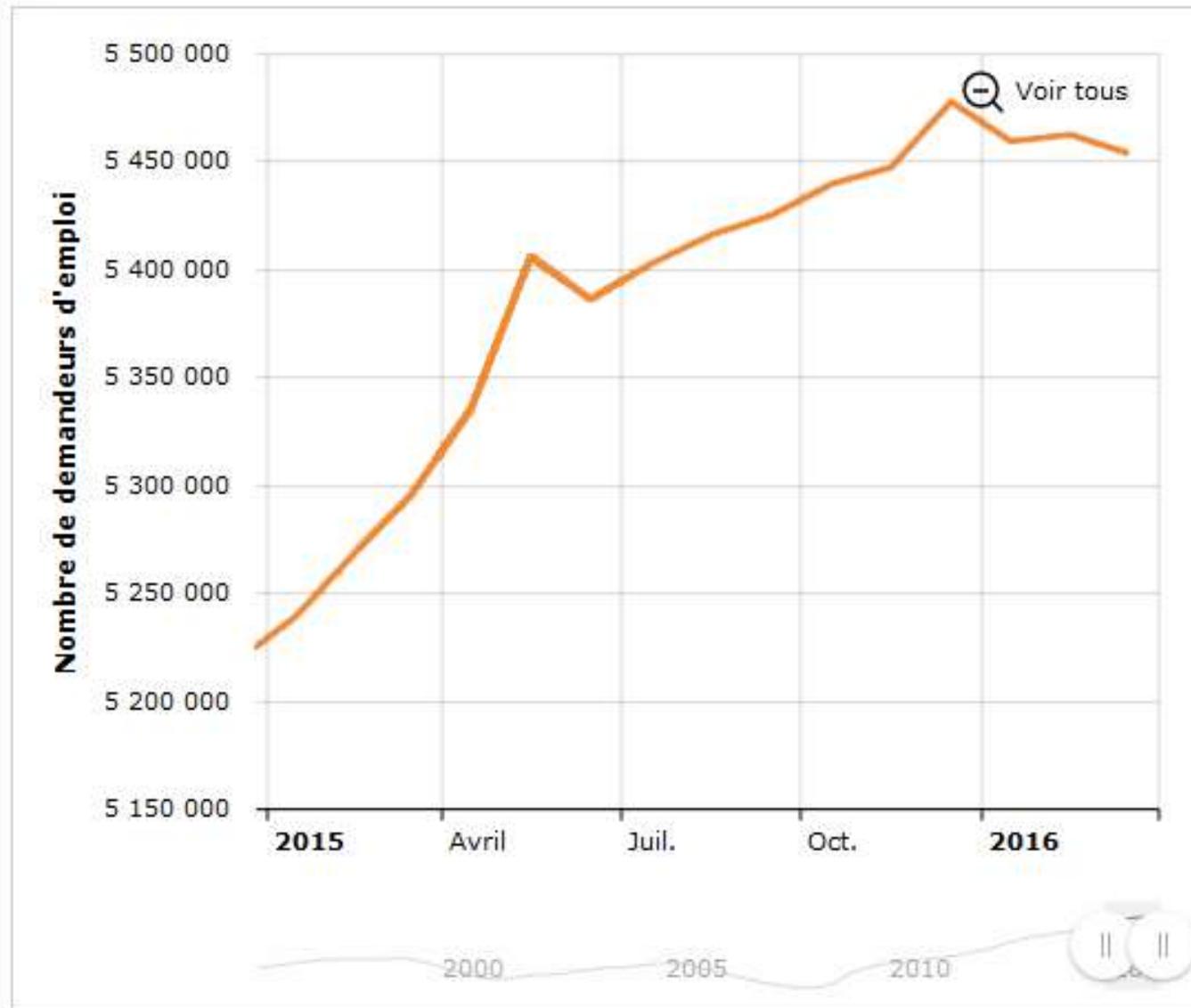
SOURCES:
INSEE, comptes annuels
et prévisions PLF

© Ministère de l'économie et des finances - septembre 2016

BYANC-SA SIECOM

Le contexte national

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi,
Catégories ABC – France métropolitaine – Janvier 1996 à Mars 2016

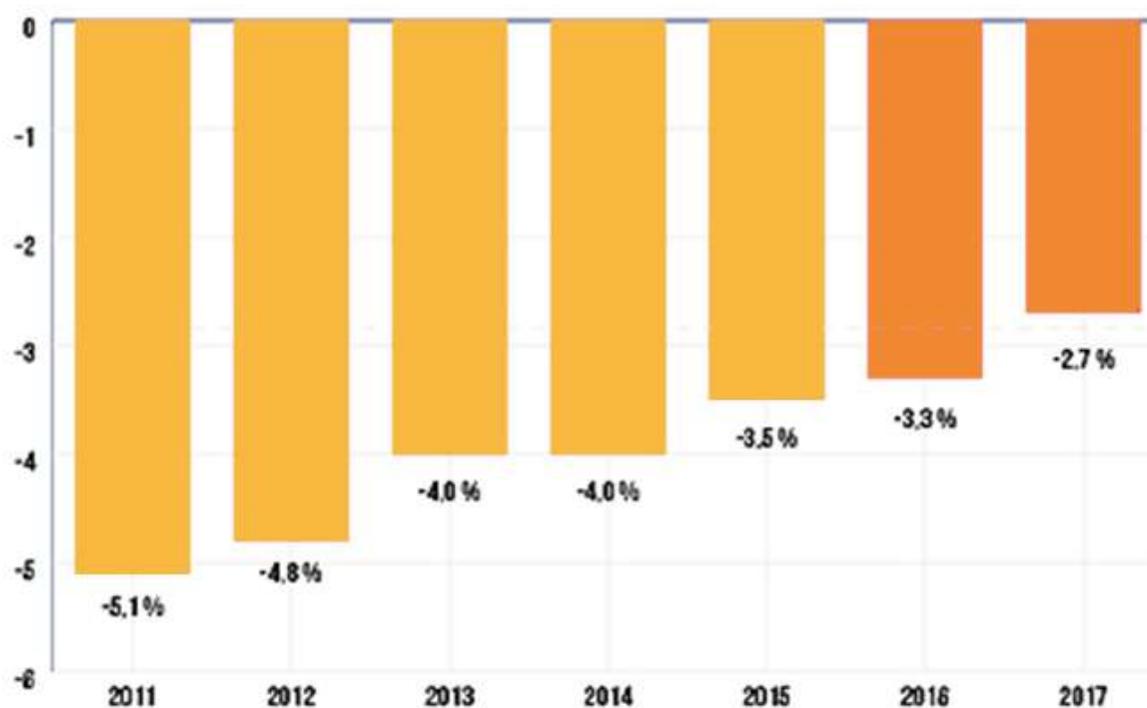


Le contexte national

UNE BAISSÉ DES DÉFICITS DANS LA DURÉE

#PLF2017

DÉFICIT



SOURCES:
INSEE

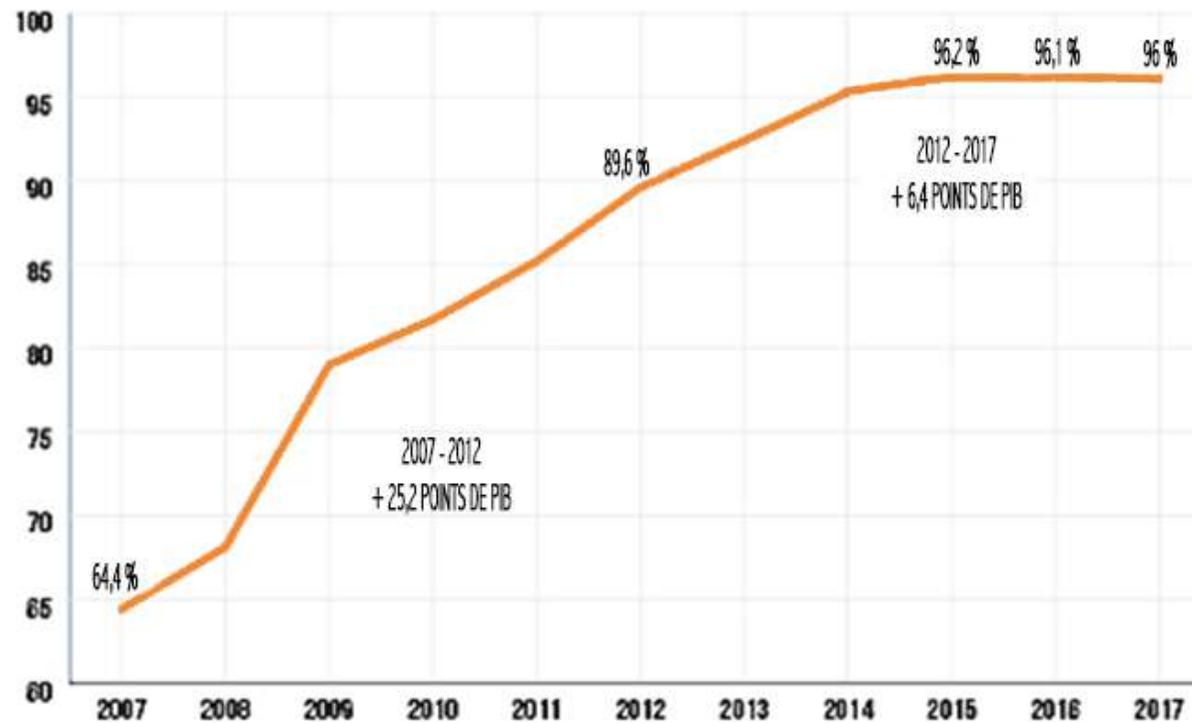
© Ministère de l'économie et des finances - septembre 2016

BY-NC-SA SIRECOM

Le contexte national

UNE DETTE PUBLIQUE ENFIN STABILISÉE

#PLF2017

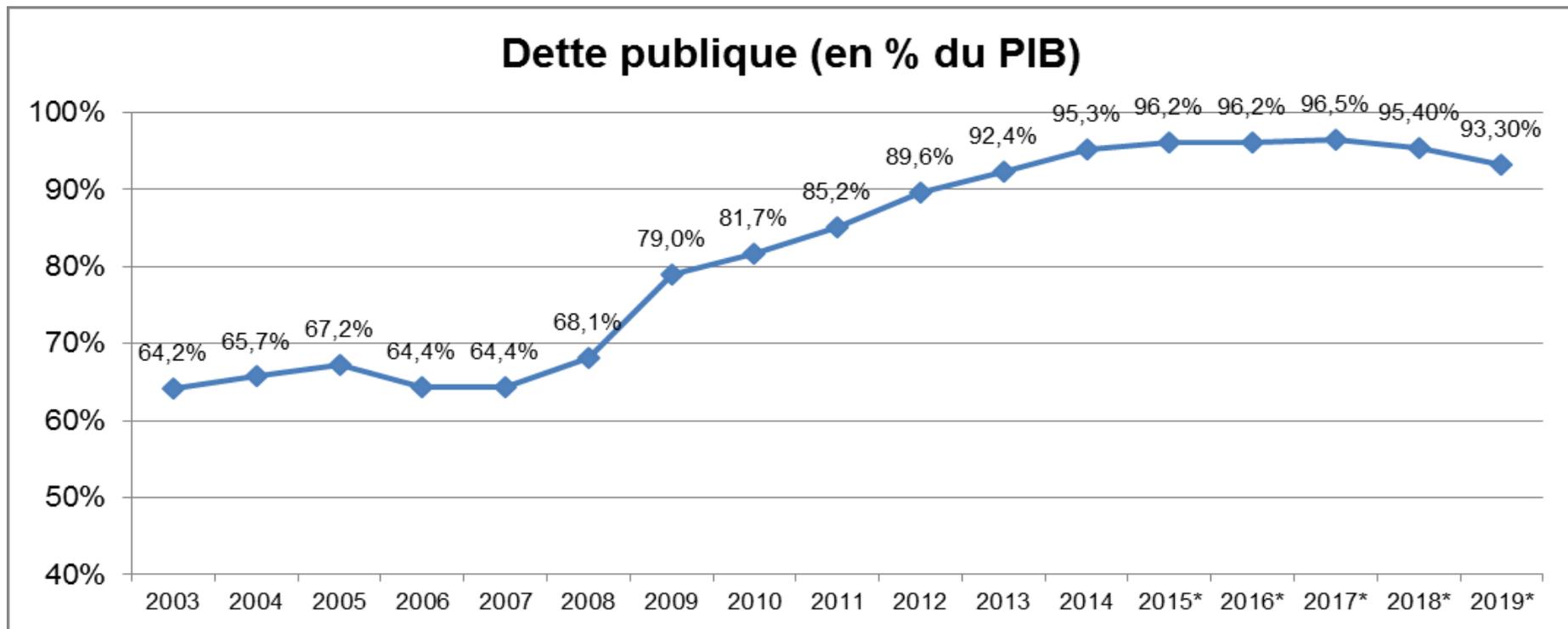


SOURCES:
INSEE et prévision de PLF

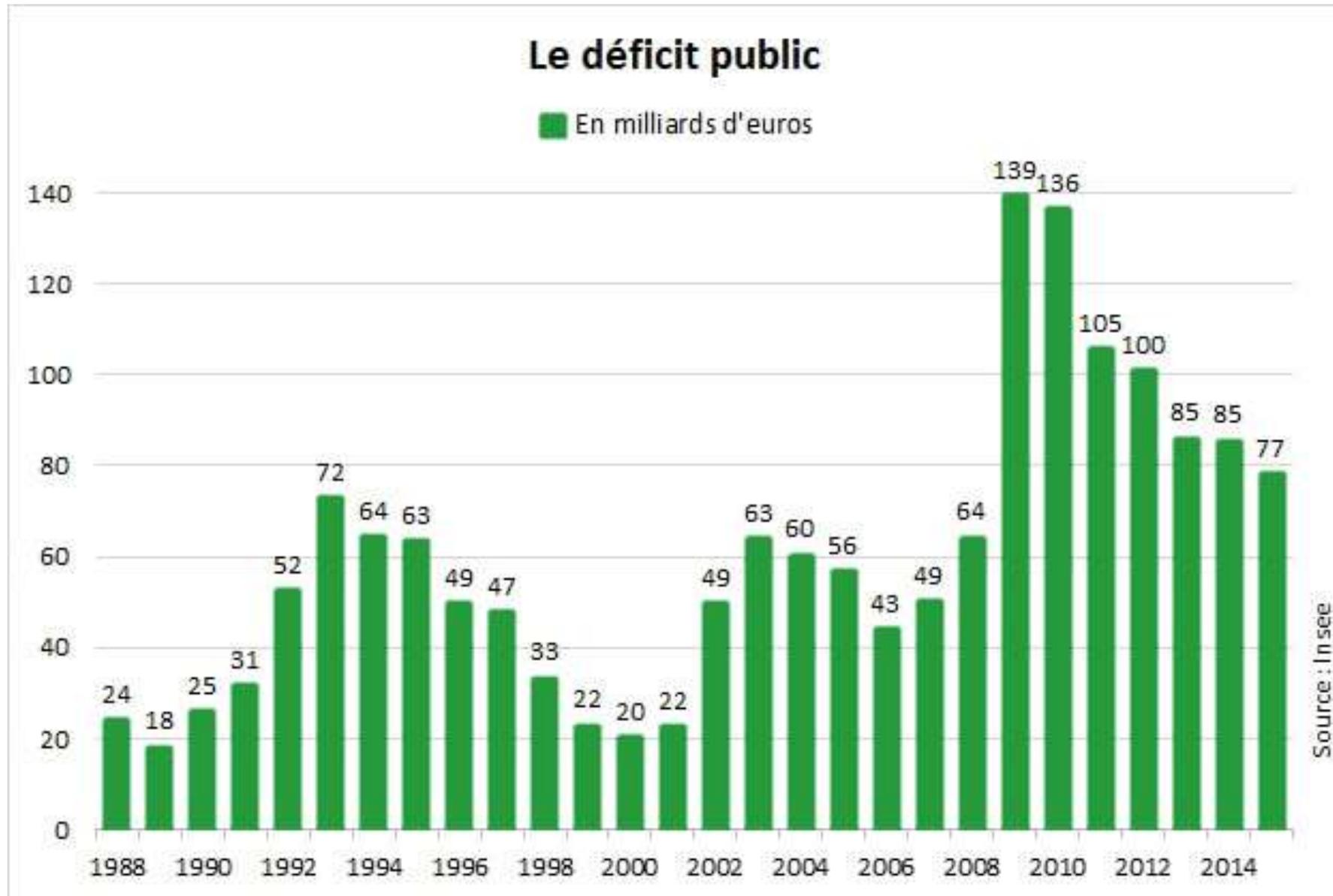
© Ministère de l'économie et des finances - septembre 2016

BY-NC-SA CIRCUM

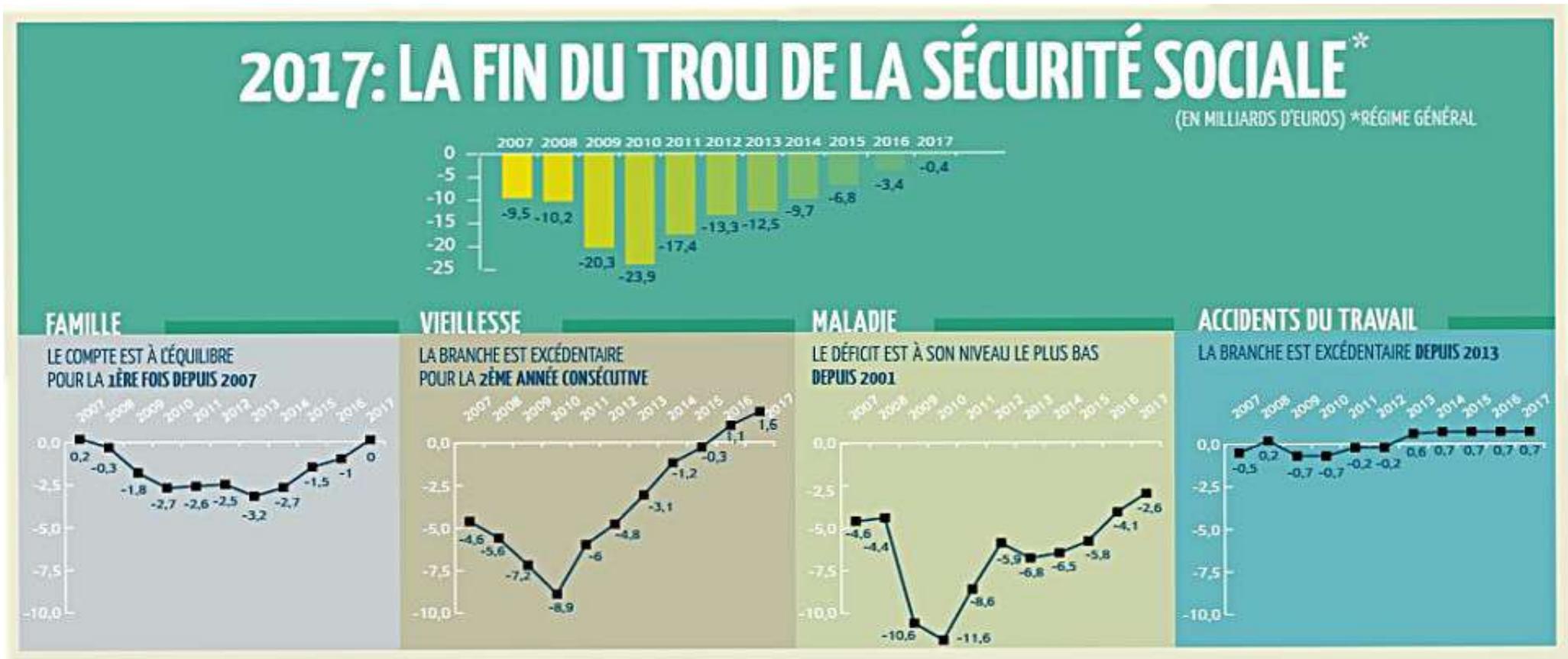
Le contexte national



Le contexte national

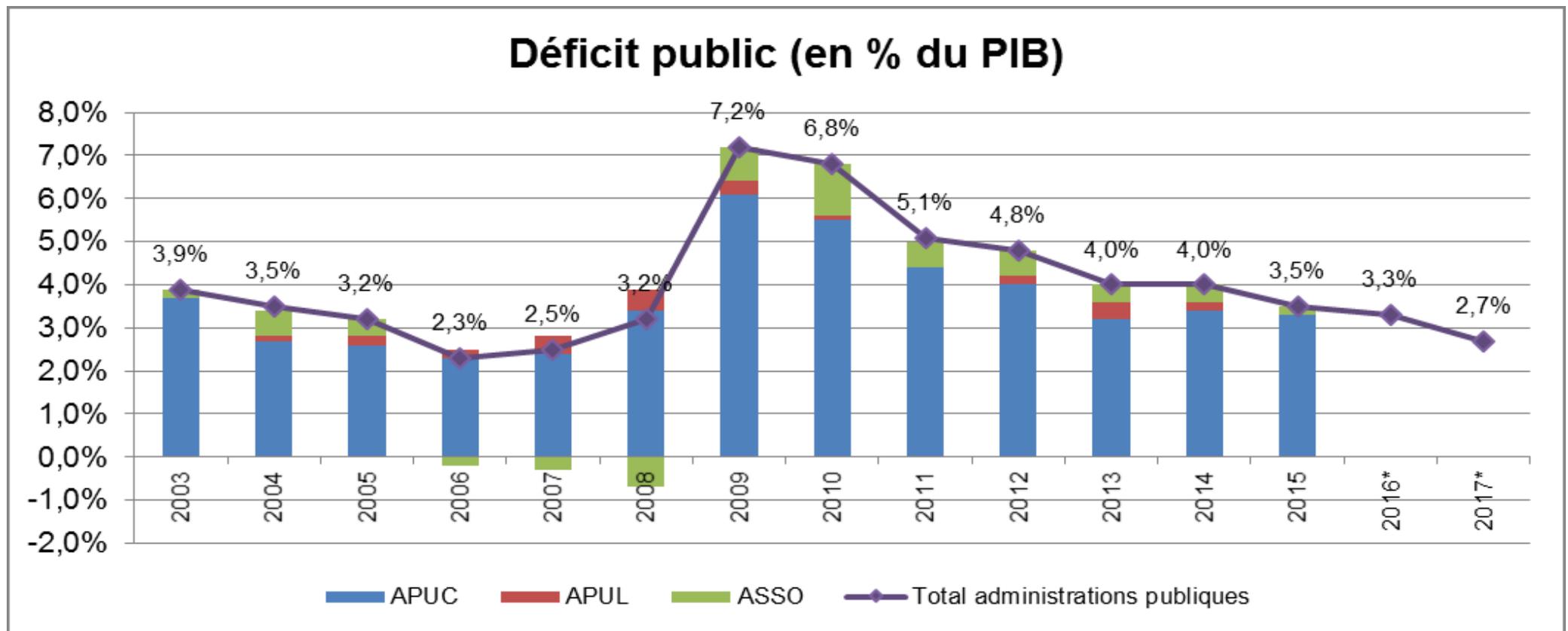


Le contexte national



Contexte national et conséquences de la loi de finances 2017 sur les collectivités locales

La réduction du déficit structurel par la maîtrise de la dépense publique



Contexte national et conséquences de la loi de finances 2017 sur les collectivités locales

- La réduction du déficit structurel par la maîtrise de la dépense publique

	Rappel 2014	2015	2016	2017
Montant cumulé de la réduction de la DGF par rapport en 2013 (en Mds €)	- 1, 38	- 4, 89	- 8, 28	-10,64
Ecart annuel (en Mds €)	- 1, 38	- 3, 51	- 3, 38	-2,36
Ecart annuel (en %)	- 3, 3 %	- 8, 8 %	- 9,2 %	- 7,1 %

Situation de la commune

Des dotations de l'Etat divisées de moitié en 4 ans



Impossible d'afficher l'image. Votre ordinateur manque peut-être de mémoire pour ouvrir l'image ou l'image est endommagée. Redémarrez l'ordinateur, puis ouvrez à nouveau le fichier. Si le x rouge est toujours affiché, vous devrez peut-être supprimer l'image avant de la réinsérer.

Situation de la commune

La dotation de solidarité communautaire : une perte de recettes de 100 K€

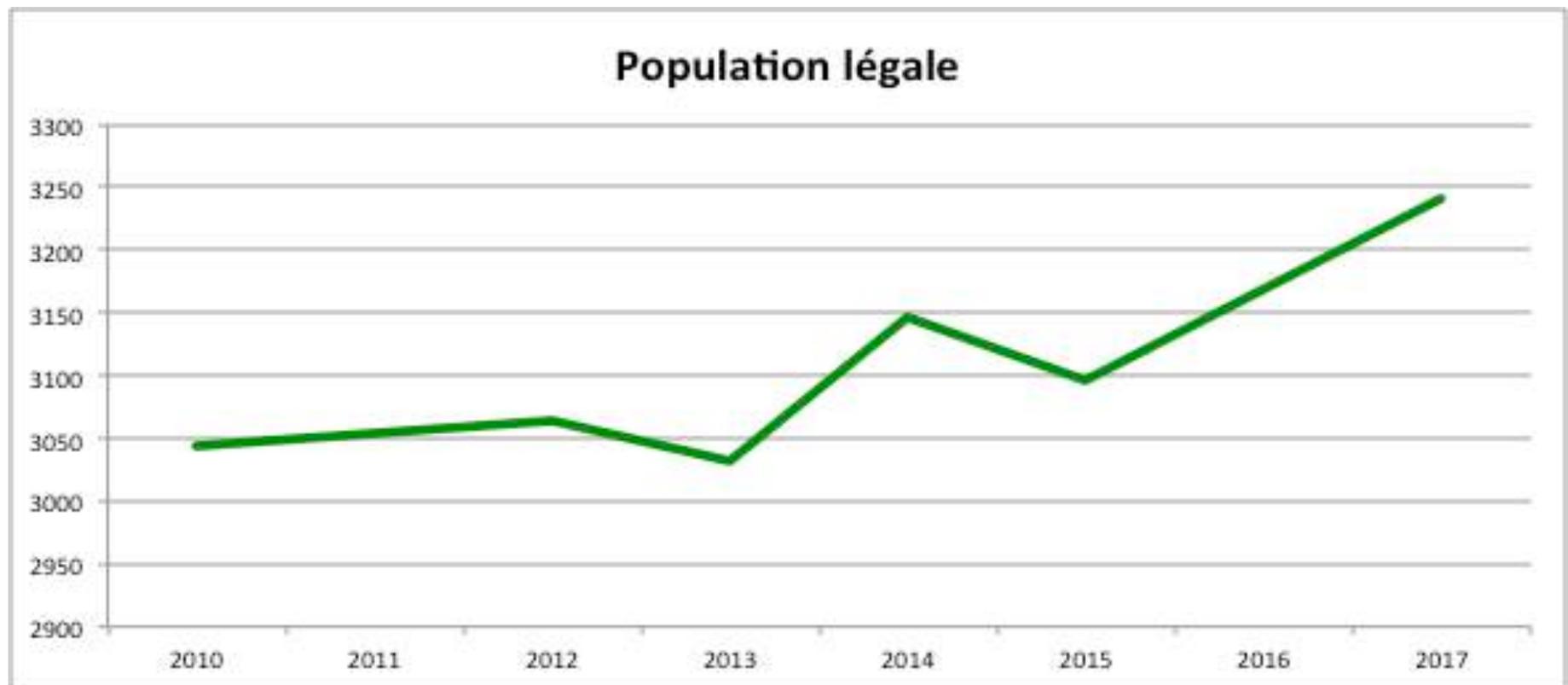


Impossible d'afficher l'image. Votre ordinateur manque peut-être de mémoire pour ouvrir l'image ou l'image est endommagée. Redémarrez l'ordinateur, puis ouvrez à nouveau le fichier. Si le x rouge est toujours affiché, vous devrez peut-être supprimer l'image avant de la réinsérer.

Situation de la commune

Une population qui augmente régulièrement

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Population légale	3044	3055	3065	3032	3146	3096	3168	3241



Situation de la commune

Pas d'augmentation des impôts mais des recettes fiscales en augmentation régulière de 2012 à 2016

Une évolution ralentie en 2016 compte tenu de modifications du régime fiscal

Années	Taxe d'habitation					
	Base	Aug des bases	taux	Aug des taux	produit fiscal	Aug du produit fiscal
2012	3 756 644	2,29%	11,18%	0%	419 992,80	2,29%
2013	3 792 150	0,95%	11,18%	0%	423 962,37	0,95%
2014	3 932 861	3,71%	11,18%	0%	439 693,86	3,71%
2015	4 181 971	6,33%	11,18%	0%	467 544,36	6,33%
2016	4 036 163	-3,49%	11,18%	0%	451 243,02	-3,49%
Prév. 2017	4 052 308	0,40%	11,18	0%	453 048,00	0,40%

Années	Taxe sur le foncier bâti					
	Base	Aug des bases	taux	Aug des taux	produit fiscal	Aug du produit fiscal
2012	2 693 176	3,16%	22,56%	0%	607 580,51	3,16%
2013	2 819 870	4,70%	22,56%	0%	636 162,67	4,70%
2014	2 905 724	3,04%	22,56%	0%	655 531,33	3,04%
2015	2 961 488	1,91%	22,56%	0%	668 111,69	1,91%
2016	3 027 628	2,23%	22,56%	0%	683 032,88	2,23%
Prév. 2017	3 039 739	0,40%	22,56%	0%	685 765,01	0,40%

Années	Taxe sur le foncier non bâti					
	Base	Aug des bases	taux	Aug des taux	produit fiscal	Aug du produit fiscal
2012	35 367	2,45%	88,20%	0%	31 193,69	2,45%
2013	36 452	3,07%	88,20%	0%	32 150,66	3,07%
2014	36 431	-0,06%	88,20%	0%	32 132,14	-0,06%
2015	36 684	0,69%	88,20%	0%	32 355,29	0,69%
2016	37 627	2,57%	88,20%	0%	33 187,01	2,57%
Prév. 2017	37 778	0,40%	88,20%	0%	33 319,76	0,40%

Situation de la commune

Evaluation de la situation financière de la commune

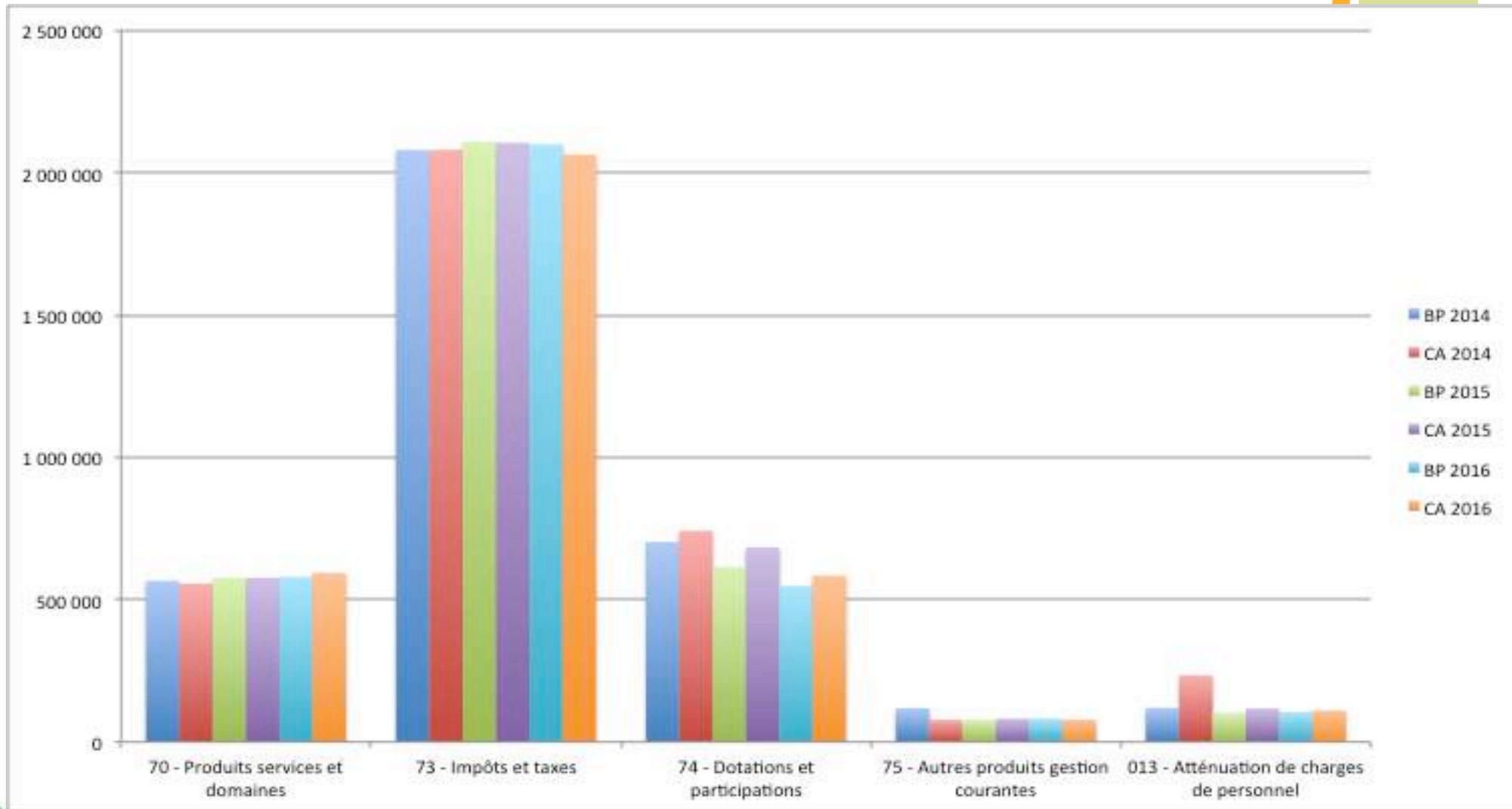
Recettes de fonctionnement

Recettes de fonctionnement	BP 2014	CA 2014	BP 2015	CA 2015	BP 2016	CA 2016	Prev 2017 en K€
70 - Produits services et domaines	566 030	556 678	577 310	576 924	580 000	594 000	entre 590 et 610
73 - Impôts et taxes	2 080 903	2 081 503	2 110 000	2 106 382	2 100 000	2 065 000	entre 2 026 et 2 056
74 - Dotations et participations	703 000	741 693	615 000	683 621	547 716	585 000	entre 496 et 526
75 - Autres produits gestion courantes	119 000	78 432	77 500	81 839	82 000	78 500	entre 75 et 80
013 - Atténuation de charges de personnel	120 000	234 525	102 000	117 572	105 000	110 000	entre 100 et 110
76 - Produits financiers	0	0	0	15			
	3 588 933	4 422 463	3 521 810	3 967 397	3 434 716	3 432 500	entre 3 340 et 3 690

Situation de la commune

Evaluation de la situation financière de la commune

■ Recettes de fonctionnement (*Traduction graphique*)



Situation de la commune

Evaluation de la situation financière de la commune

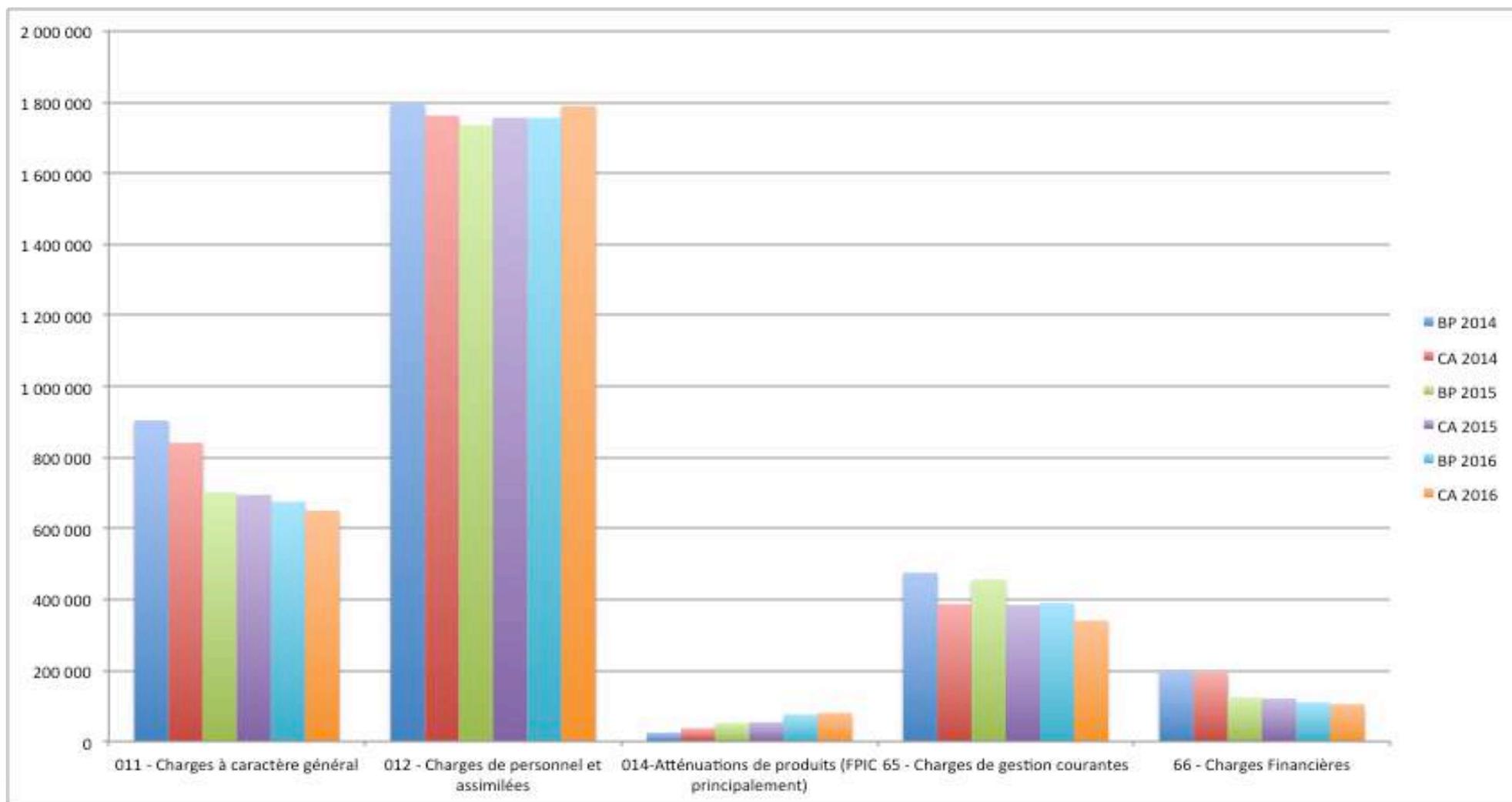
■ Dépenses de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	BP 2014	CA 2014	BP 2015	CA 2015	BP 2016	CA 2016	Prev 2017 en K€
011 - Charges à caractère général	904 000	841 056	700 970	694 184	674 912	650 000	entre 640 et 680
012 - Charges de personnel et assimilées	1 796 000	1 762 333	1 735 000	1 756 620	1 756 000	1 790 000	entre 1 810 et 1 830
014-Atténuations de produits (FPIC principalement)	25 000	37 289	52 000	54 310	76 057	80 411	entre 80 et 90
65 - Charges de gestion courantes	475 032	387 162	455 850	384 207	389 248	340 000	entre 380 et 400
66 - Charges Financières	200 000	193 182	124 000	120 530	110 000	105 000	entre 90 et 110
67 Charges exceptionnelles	0	97	1 327	1 127	1 500	1 500	entre 1 et 2
	3 400 032	3 906 932	3 069 147	3 291 732	3 007 717	2 982 101	entre 2 890 et 3 090

Situation de la commune

Evaluation de la situation financière de la commune

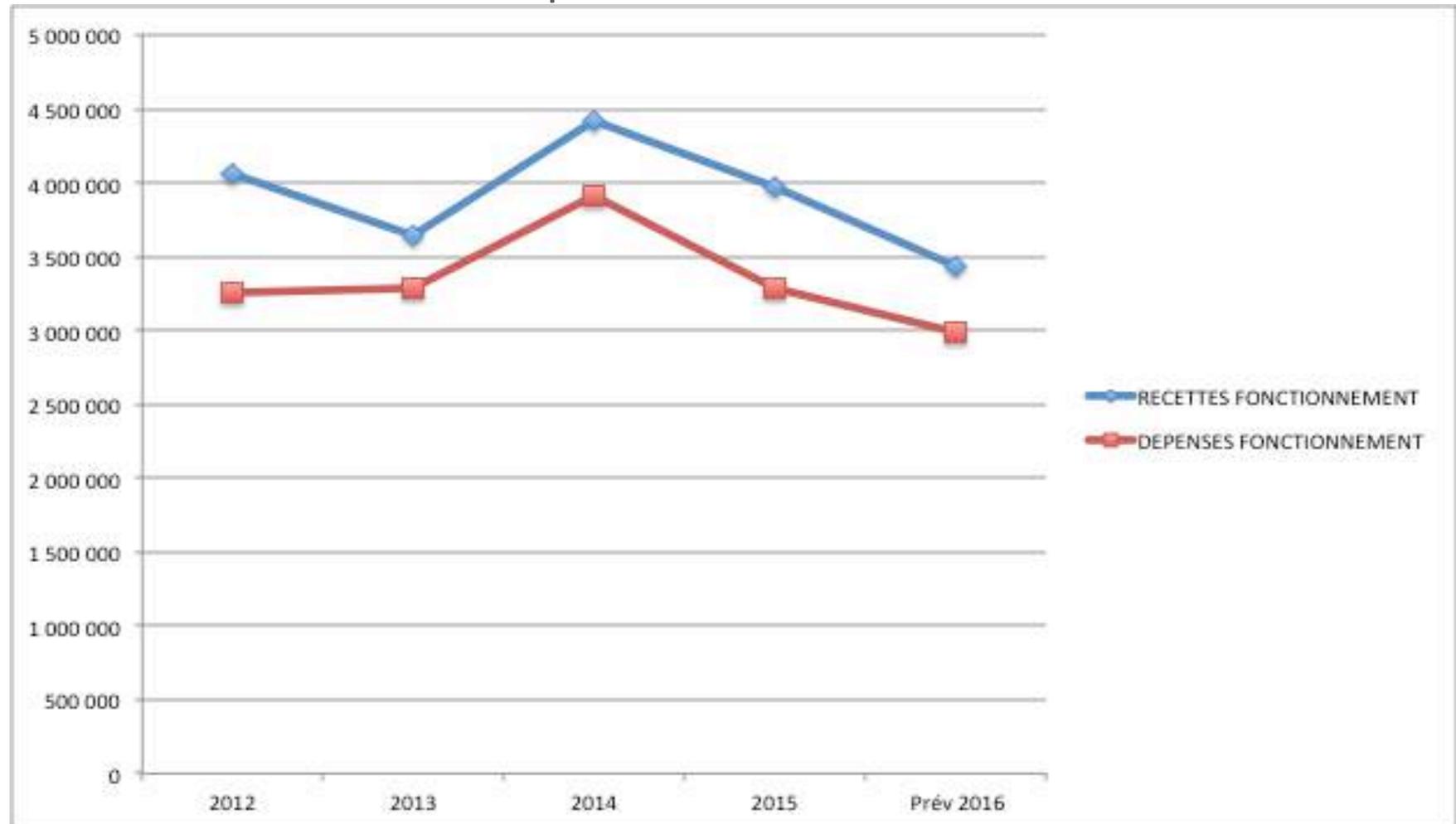
■ Dépenses de fonctionnement (*Traduction graphique*)



Situation de la commune

Evaluation de la situation financière de la commune

■ Evolution des recettes et des dépenses de fonctionnement



Situation de la commune

Evaluation de la situation financière de la commune

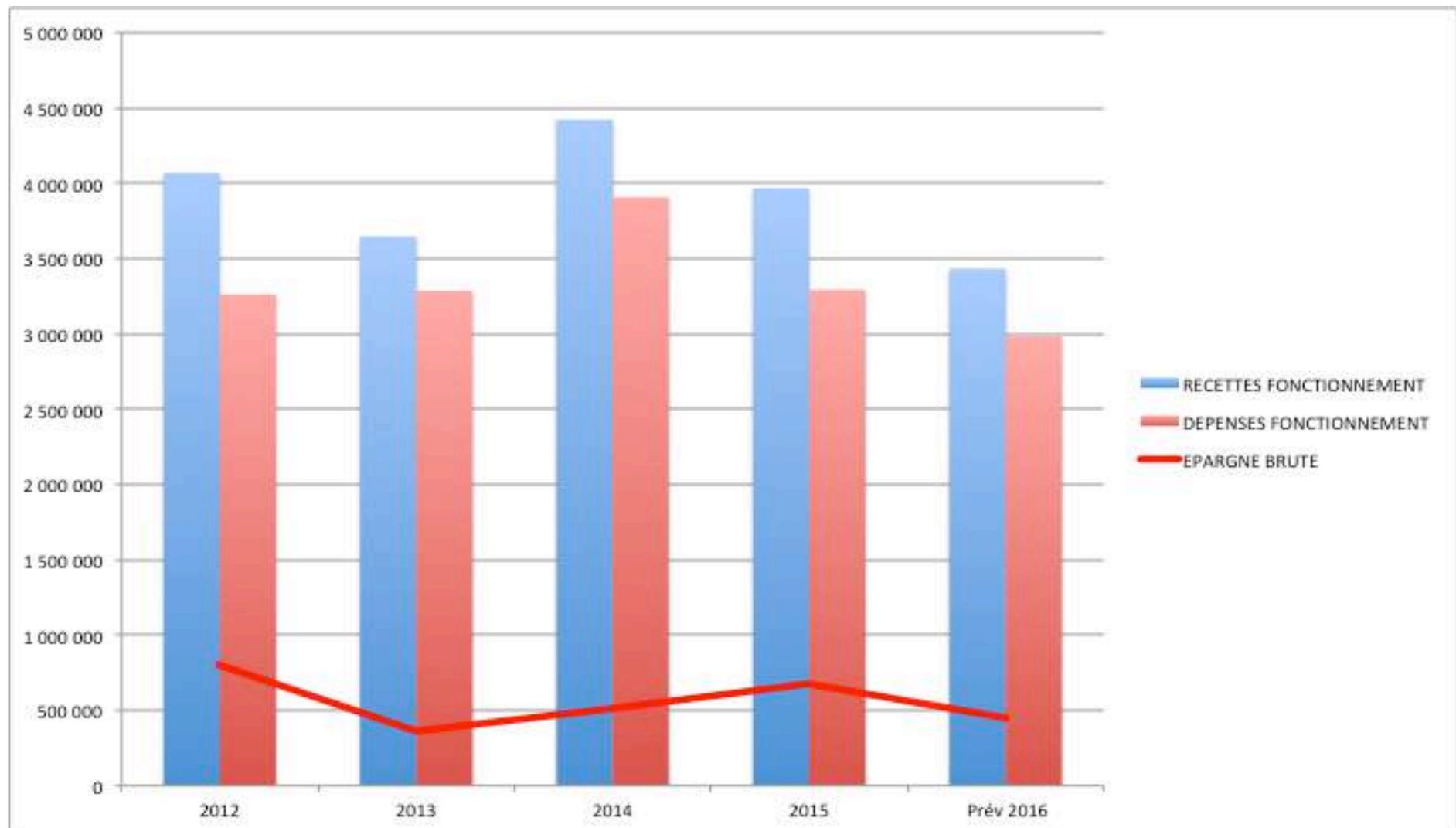
■ Evolution du résultat de fonctionnement

CA	2012	2013	2014	2015	Prév 2016
RECETTES FONCTIONNEMENT	4 068 323	3 647 218	4 422 463	3 967 397	3 432 500
DEPENSES FONCTIONNEMENT	3 262 244	3 285 413	3 906 932	3 291 732	2 982 101
EPARGNE DE GESTION	957 512	566 485	708 713	796 195	554 953
EPARGNE BRUTE	806 079	361 805	515 531	675 665	450 399

Situation de la commune

Evaluation de la situation financière de la commune

■ Evolution du résultat brut courant (*Traduction graphique*)

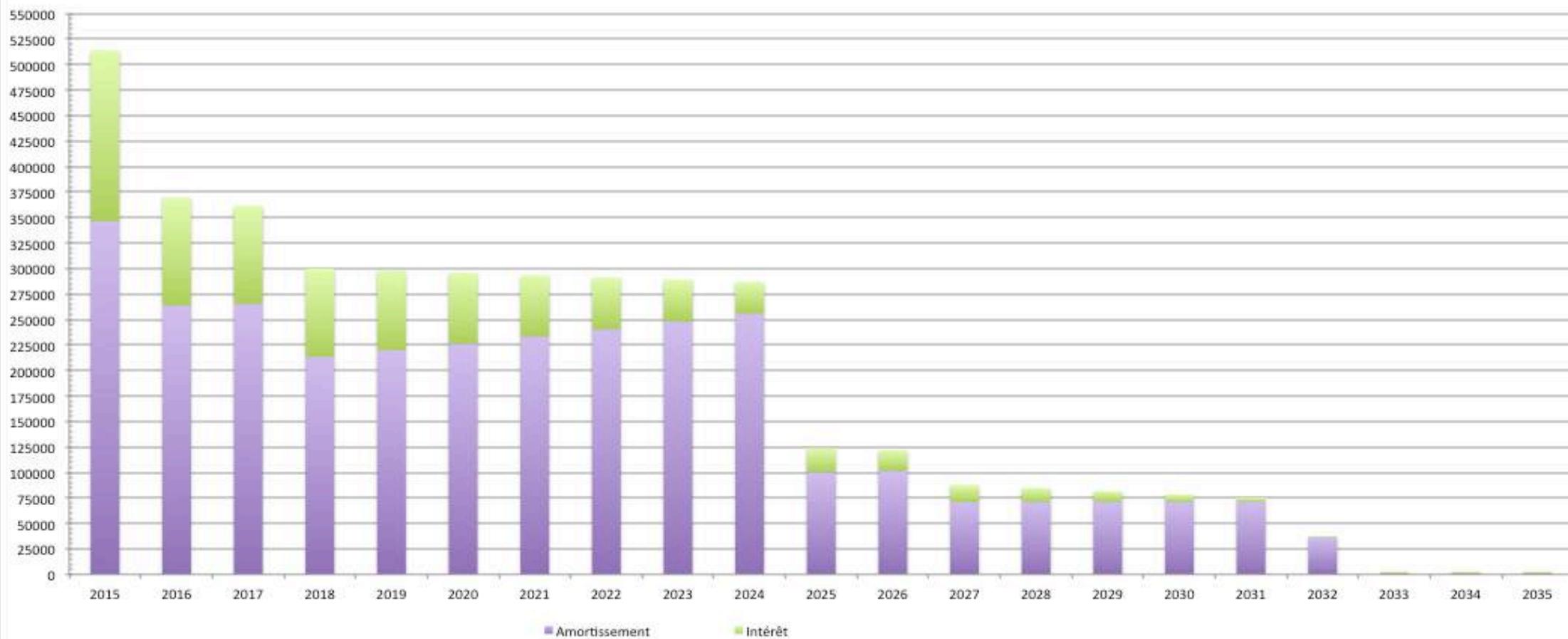


Situation financière de la commune

Evaluation de la situation financière de la commune

■ Evolution de la dette

Etat de la dette

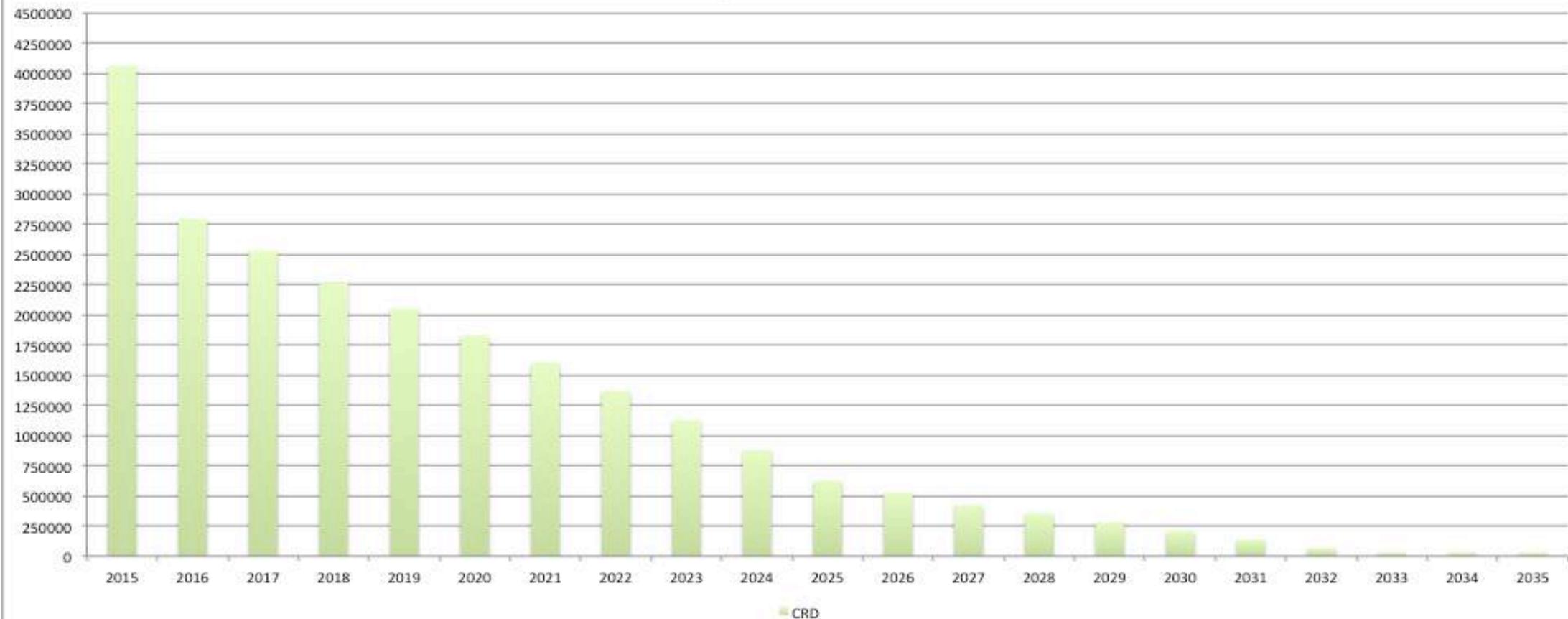


Situation financière de la commune

Evaluation de la situation financière de la commune

■ Evolution de la dette

Capital restant dû



Orientations budgétaires 2017

Section de fonctionnement

JE NE COMPRENDS PAS DU TOUT CETTE DIAPO

- N' augmenter ni les impôts ni les tarifs
- Trouver des recettes complémentaires pour compenser les pertes de dotations de l'Etat
- Réduire des dépenses de fonctionnement représentant au minimum 50K€
- Stabiliser les dépenses de personnel
- Maintenir le soutien au CCAS et aux associations de la commune

Orientations budgétaires 2017

Projets d'investissements 2016-2017

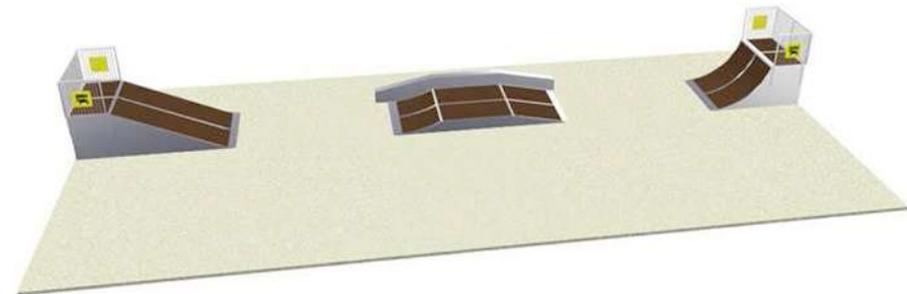
- Conforter les services publics
 - Aménagement de la Trésorerie
 - Garage des services techniques
 - Implantation d'une nouvelle gendarmerie
 - Etudes foncières d'opportunité pour implantation d'une nouvelle école
 - Etudes de définition pour la réhabilitation du Clos Schmit



Orientations budgétaires 2017

Projets d'investissements 2016-2017

- Valoriser la zone de loisirs du Bresson
 - Aménagement de sécurité et travaux de réseaux Route de Bresson
 - Nouveaux vestiaires pour le RCTP
 - Nouveau local pour les clubs de football
 - Réalisation de jardins familiaux
 - Réhabilitation thermique de la SAR
 - Remise en état du skate park
 - Engazonnement du terrain de football



Investir : des principes de gestion

Mutualiser les usages pour rationaliser les coûts

Appréhender l'investissement d'un point de vue patrimonial

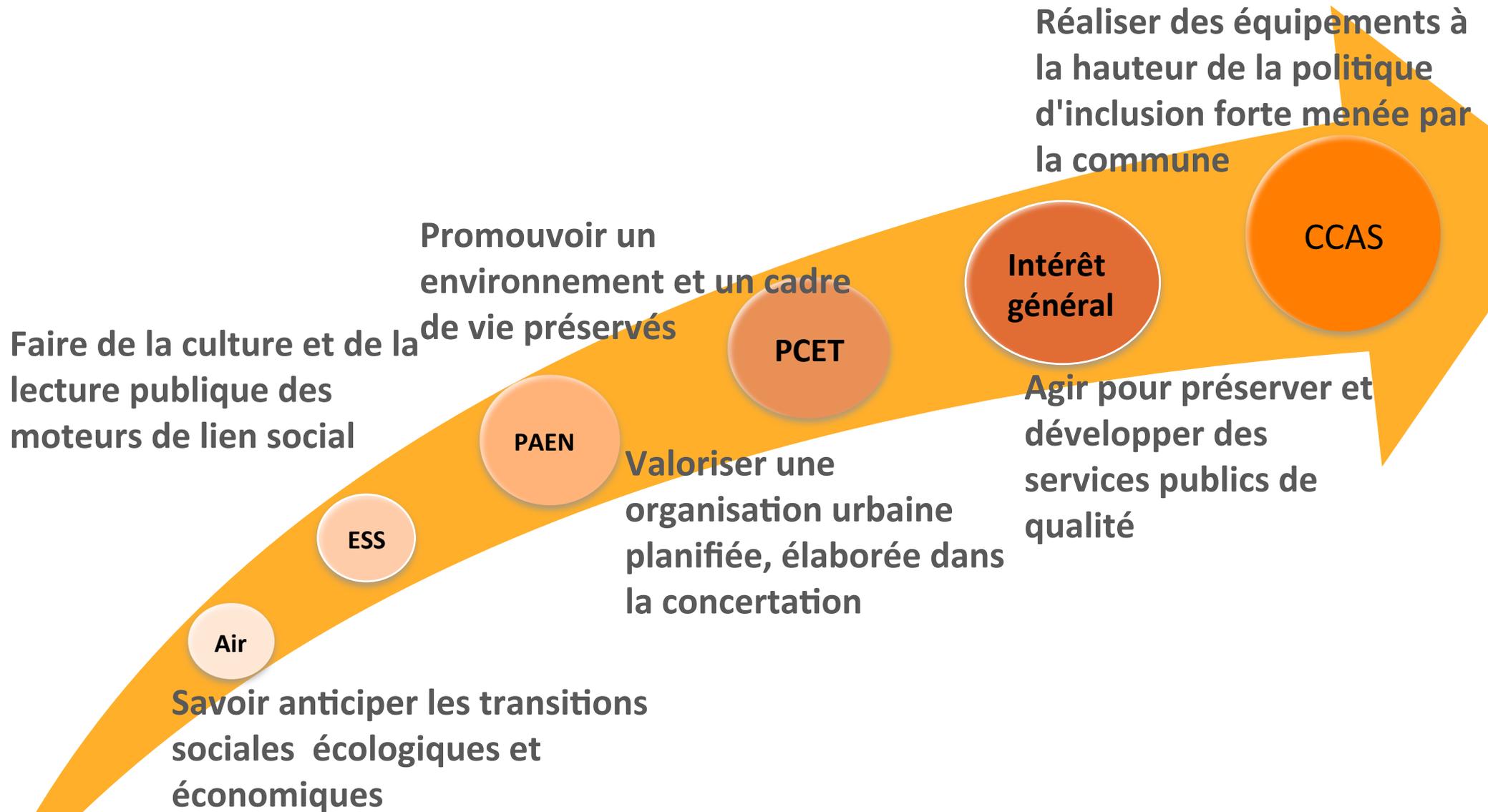
Anticiper les coûts de gestion à venir

Renouveler, réhabiliter plus que développer

Investir pour rationaliser les coûts

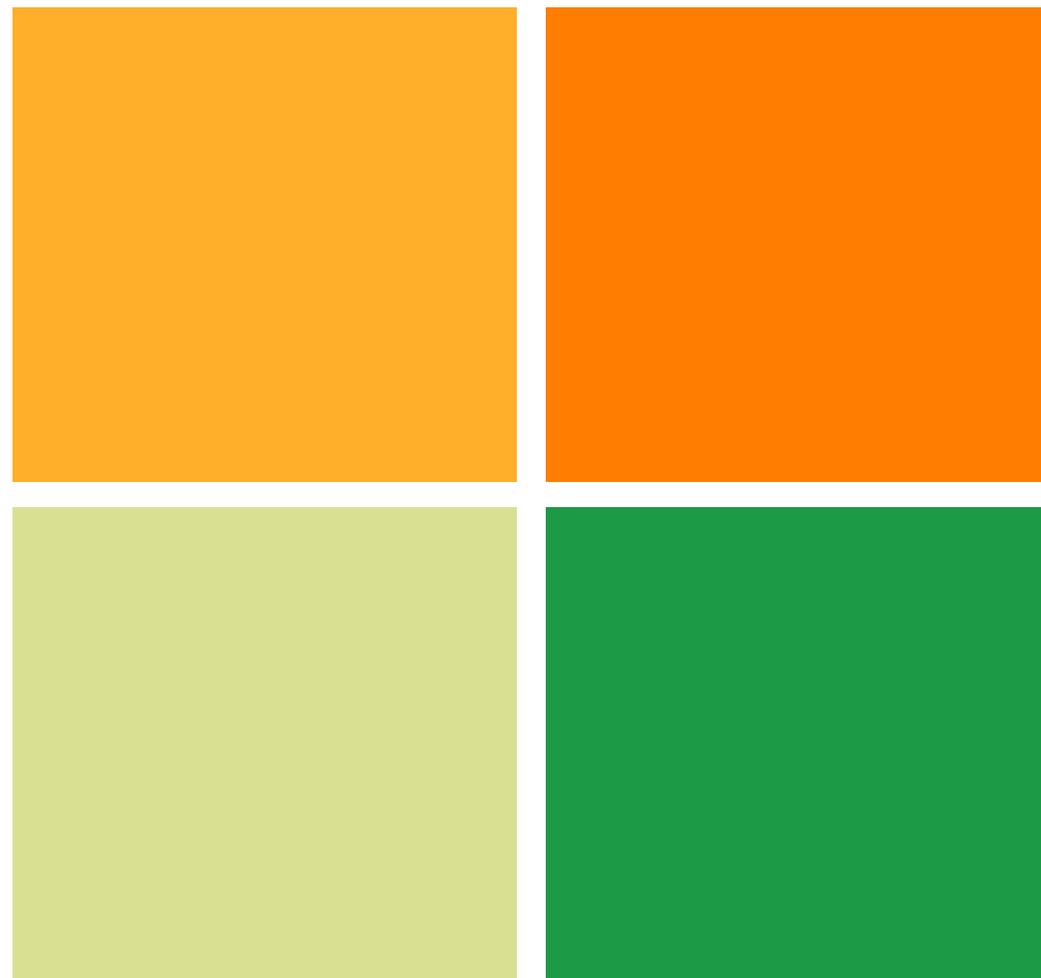
Choisir le développement le plus pertinent

Investir : des priorités politiques





LE TOUVET
GRESIVAUDAN



Débat d'orientations budgétaires

Année 2017